

CAMARADES !

Ce numéro est consacré
à la campagne
Antiparlementaire.
DIFFUSEZ-LE !

Le libertaire

Rédaction : G. EVEN
Administration : N. FAUCIER
22, rue des Prairies, Paris (20)
(chèque postal : N. Faucier 4165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"	
FRANCE	ETRANGER
Un an... 25 fr.	Un an... 30 fr.
Six mois... 15 fr.	Six mois... 18 fr.
Trois mois... 8 fr.	Trois mois... 10 fr.
Télégramme postal : N. Faucier 4165-55	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

POURQUOI VOTER ?

Quand les anarchistes disent aux électeurs qu'ils ne sont pas partisans d'aller voter, ils se heurtent généralement à une incompréhension totale.

On ne comprend pas que nous voulions transformer la société, faire régner le plus possible bien-être et liberté, et que nous repoussions un moyen en apparence aussi facile, aussi pratique, aussi souverain que le bulletin de vote.

L'électeur se figure qu'avec son bulletin de vote, il détient une fraction de la souveraineté nationale. Il accomplit son geste de voter d'une façon presque rituelle, bien convaincu et pénétré de la gravité et de l'importance de son geste.

Les croyants sincères qui avalent l'hostie sacrée à la Sainte Communion ont le même état d'esprit que l'électeur votant.

L'un et l'autre croient un moment participer aux manifestations de la souveraine puissance.

C'est contre ce sentiment de religiosité que nous nous heurtons, sentiment fait de croyance et d'ignorance.

On vitupère contre le manque d'énergie d'un Herriot, contre la veulerie de la majorité de gauche issue des élections de 1924. Cette colère, cette indignation contre les élus est une preuve de l'ignorance de la masse, de sa croyance en la puissance souveraine du Parlement.

Critiquer la majorité, dire qu'elle n'a rien fait, qu'elle a renié toutes ses promesses, c'est admettre que, si les élus avaient été davantage des hommes énergiques, ils auraient pu faire mieux. C'est admettre qu'en remplaçant les élus actuels par des meilleurs on arriverait à un résultat ; c'est admettre, en définitive, l'utilité du bulletin de vote.

Pour ma part, je ne fais aucune critique à la majorité sortante, parce que je sais qu'en l'état de choses actuel elle ne pouvait agir autrement ; parce que les faits m'ont démontré que la véritable souveraineté ne résidait pas dans les ministères ni les Parlements, mais chez ceux qui détiennent la richesse sociale, soit maîtres des rouages économiques de la société, peuvent à leur gré provoquer tel ou tel événement dans la vie de la nation.

Une seule fois dans l'Histoire de France un Parlement a semblé faire plaisir devant ses décisions les différentes classes de la nation, ce fut la Convention. Mais on était en pleine période révolutionnaire et la bourgeoisie naissante n'avait pas en ce temps de consolider ses positions, ce qu'elle fit d'ailleurs rapidement, en quelques années.

La crédulité des électeurs ne disparaît que lorsqu'on leur a accumulé des faits, des exemples, des expériences leur prouvant, leur démontrant que la véritable autorité ne réside ni au Palais-Bourbon, ni au Luxembourg, ni dans les ministères, mais chez les détenteurs de la richesse.

Qu'un politicien, même honnête, essaye de faire prévaloir des idées généreuses, des projets de réformes sérieuses, il devra vite capituler devant les puissances économiques ; il s'usera dans une lutte stérile où il n'aura jamais le dernier mot, il partira ou bien il saura s'adapter à la situation et tirer des profits personnels, devenir un professionnel de la politique.

Si nous sommes adversaires de la lutte parlementaire, c'est pour des raisons pratiques, c'est parce que nous savons qu'il n'y a rien à attendre, parce que nous sommes persuadés que s'il n'y avait que ladite action, dans 50.000 ans le sort du peuple ne serait pas changé !

Laisser aux patrons, aux commerçants, aux financiers, aux exploitateurs de toutes catégories la maîtrise de la vie économique et parler de libertés, de réformes est une utopie imbécile.

Et, qu'on le veuille ou non, pour leur enlever des mains cette redoutable puissance économique, il n'est guère d'autre moyen possible que la révolution sociale.

Si, de temps à autre, les exploitateurs lâchent quelques avantages aléatoires et rétrogrades, c'est parce qu'ils ont trouvé le moyen de se récupérer largement par une autre voie : rationalisation, machinisme, etc. Une réforme n'a jamais abouti par la voie parlementaire que lorsque les exploitateurs avaient su comment s'y prendre pour se décharger sur la masse populaire.

Nous n'insisterons jamais assez sur l'inefficacité du bulletin de vote pour parvenir à la transformation sociale ou obtenir des réformes sérieuses. Nous sommes antivotards pour des raisons pratiques et positives, parce que nous estimons que l'attente du miracle politique a assez duré, que l'illusion parlementaire doit être dégonflée.

Qu'on ne vienne pas nous dire qu'un gouvernement énergique peut faire la loi aux puissances économiques. Ce n'est pas vrai. Ce n'a jamais été vrai. Une population ne vit que par le travail. Rien n'existe sans lui. L'Etat ne peut rien créer par lui-même. Il ne peut que prendre dix francs dans nos poches pour nous en restituer cinq dans certaines œuvres, après en avoir gardé cinq pour ses propres besoins.

Ceux qui commandent le travail, le dirigeant et l'exploitent seront toujours les véritables maîtres de la société. Les pouvoirs politiques constitués ne peuvent être que leurs serviteurs, et pas autre chose.

Aussi, la question de l'émancipation sociale n'est pas une question politique, elle ne peut se résoudre par la prise du pouvoir, soit légalement, soit révolutionnairement. La seule solution est dans un renversement total de l'organisation économique de la société.

Il faut que les travailleurs soient maîtres de l'organisation par eux-mêmes de leur travail et de la façon d'en répartir les produits. L'autorité économique ou exploitation doit disparaître pour faire place à de multiples associations dans tous les domaines de la vie sociale ; associations se groupant ensuite entre elles dans toutes les directions, en gar-

dant leur autonomie propre. Seulement, quand cet état de choses sera devenu la pratique courante, l'exploitation et la tyrannie auront disparu et l'on marchera dans la voie des améliorations incessantes, que nulle autorité ni nul privilège n'entraveront.

Toute autre organisation sociale basée de haut en bas ne peut que perpétuer, en changeant la forme mais en gardant le fond, les maux dont nous souffrons actuellement.

Dans l'organisation sociale libertaire, il n'est nul besoin d'un gouvernement, monarchique ou républicain, pas plus que la nature n'a besoin d'un dieu. C'est pourquoi le but que visent les anarchistes est la destruction de l'Etat, et non sa conquête.

Tous les partis politiques, qu'ils s'en défendent ou non, travaillent à consolider la croyance en l'Etat et en ses bienfaits, alors qu'il faudrait travailler à détruire cette croyance.

Tous les partis politiques, par ce fait même, sont des partis conservateurs, voulant changer le personnel dirigeant de l'Etat, le remplacer par leurs créatures, mais nullement transformer la société.

Ces raisons sont plus que suffisantes pour justifier notre attitude en période électorale.

Néanmoins, on nous objecte encore :

« Vous avez peut-être raison. Mais, enfin, le geste d'aller voter ne coûte pas grand chose. Entre deux maux, il faut choisir le moindre. Il y a des députés moins mauvais que les autres, qu'entraveront moins notre action et notre propagande. Votons pour eux. »

C'est une erreur.

Certes, le geste de voter n'est pas bien fatigant, ne coûte pas grand chose. Mais il n'est rien en lui-même. Il ne suffit pas d'avoir des électeurs, il faut, si l'on veut aboutir à avoir des élus, former un parti politique, qui fait de la propagande, des réunions, distribue des imprimés, entretient des journaux, etc. Il ne suffit pas de dire :

« Voici un homme honnête, on va l'élire » pour qu'il soit élu, il faut une intense action.

Ne dites pas que voter ne demande pas d'efforts. Les partis politiques doivent en faire, au contraire, de formidables, pour finir par avoir quelques élus, une minorité qui ne pesera guère dans la balance.

Qu'on calcule ce que tous les partis dits ouvriers ont fait d'efforts en tous genres ; qu'on additionne la somme dépensée depuis un demi-siècle, qu'on totalise les heures, les journées perdues par d'humbles militants, les sacrifices consentis, et qu'on mette cela d'un côté de la balance et les résultats acquis de l'autre.

Si tu n'en vaut pas la chandelle.

Le jeu les efforts faits pour avoir quelques élus, impuissants, dont beaucoup finissent par s'adapter au milieu parlementaire et devenir des bourgeois, l'avaient été pour l'instruction de la masse ignorante, pour son organisation, pour la réalisation d'œuvres positives, je dis que nous aurions réalisé beaucoup plus de progrès que par la politique.

Tout est relatif dans le monde. En admettant qu'un tout petit peu de bien puisse résulter de la présence de quelques élus avancés, reste à savoir si le mal occasionné par l'esprit politique n'est pas supérieur.

La politique a tout désorganisé dans le mouvement ouvrier, dans toutes les organisations d'avant-garde. Elle apporte avec elle le germe de la chicanerie, de la défiance, de la division, de la calomnie, de la haine, de l'ambition, de l'arrogance, de la corruption.

La politique est une chose malpropre, que toutes les organisations sérieuses mettent à la porte, sachant le mal qui en découle fatalement.

Les méfaits de la politique sont cent fois plus énormes que les quelques bienfaits qu'on lui attribue.

Il vaudrait mieux voir dans ce pays deux ou trois millions de prolétaires organisés, conscients, instruits, solidaires, doués d'esprit de révolte, que quelques douzaines de députés toujours prêts à capituler... C'est indiscutable.

Et, cependant, pour obtenir ces mandats, de députés, on a brisé l'effort d'éducation et d'organisation des malheureux, on a châté leur esprit de révolte.

D'autre part, afin d'être élus, les candidats sont bien obligés d'entretenir la croyance au miracle parlementaire, qui est leur raison d'être.

L'action politique va à l'encontre de la véritable action d'émancipation, qui consiste à stimuler les énergies et les volontés, à dire au peuple : « Si tu veux quelque chose, apprends que ce n'est que par ton action que tu l'obtiendras ! »

La politique entretient l'esprit de paresse. C'est de l'abstentionnisme de l'action.

Notre propagande est tout le contraire. Nous prêchons l'éducation, l'action, l'organisation et la révolte. Voter ne signifie rien pour nous, c'est agir qui est tout, c'est ne pas attendre que les autres vous fassent votre travail, c'est le faire soi-même.

GEORGES BASTIEN

LE LIBERTAIRE

ne vit que de sa vente et des souscriptions de ses lecteurs.

Aidez-le. Propagez-le. Envoyez votre obole au camarade FAUCIER, 72, rue des Prairies. Chèque postal 4165-55 Paris.

L'ENTRAIDE

ŒUVRE DE SOLIDARITÉ

Soutient les Victimes de la répression et leurs Familles

Envoyez votre obole au camarade Denant, 8, Senté de la Noue, Bagnolet (Seine) Chèque postal : Paris 969-94

Aux Travailleurs !

COMPAGNONS,

De toutes parts, sur de multiples panneaux, en des placards multicolores, dans des harangues enflammées, on fait appel à vous.

Le souci de votre bien-être accapare, en ce moment, toute une pléiade de candidats verbeux qui se jurent d'adopter — moyennant 45.000 francs par an, plus quelques pourboires — votre bonheur. Ils se chargent de tout. Vous n'avez qu'à accomplir le simple geste de mettre dans une boîte un morceau de papier portant leurs noms prédestinés.

De la droite à la gauche, c'est une touchante émulation qui impulse tous les menteurs de la politique. C'est à qui flagornera le plus la pauvre chair à souffrir que vous êtes.

Tous les partis politiques, tous sans exception, sollicitent de votre « souveraineté », une délégation pour mieux vous brimer, vous asservir. Comme s'il se trouvait quelque part, dans l'histoire des sociétés, un exemple quelconque d'une autorité qui fut tutélaire ! Comme s'il se pouvait trouver de bons maîtres, de bons dictateurs !...

CAMARADES OUVRIERS,

Les anarchistes-communistes-révolutionnaires, qui font partie, comme vous, de la grande masse des producteurs dépossédés par les bandits capitalistes, ne s'adressent pas à vous, en cette période de charlatanisme, pour vous vanter les mérites d'un orléanais miraculeux capable de vous guérir de tous les maux sociaux. Ils s'adressent à vous, simplement parce que, sans vous, ils ne peuvent rien. Parce qu'ils voudraient vous faire comprendre l'imposture des politiciens, la nocivité de l'autorité et que, tant que vous vous donnerez bénévolement des maîtres, il n'y a pas à espérer, pour la classe des opprimés, un état de choses meilleur.

Ne votez pas

Laissez les chiens de finance, de presse, de politique s'agiter autour des auges contenant les sales produits de la cuisine électorale ; laissez ces gueules avides à leur brouet malodorant. En attendant que, une solide trique à la main, vous dispersiez cette meute parasitaire.

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS NE SERA L'ŒUVRE QUE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Méditez, compagnons, cette vérité, dont se servent, hélas, tant de travailleurs honoraires devenus les mauvais ouvriers des doctrines autoritaires.

Eduquez-vous, révoltez-vous, organisez-vous dans vos syndicats ouvriers, débarrassez ces derniers de la tutelle politicienne, habitez-vous à penser par vous-mêmes et non par l'intermédiaire des m'as-tu-vu et des chevaliers de l'industrie de la politique ; vous aurez ainsi œuvré efficacement pour la Révolution sociale libératrice.

Voilà tout, camarades, ce que vous demandent les anarchistes. NE VOULANT PLUS ÊTRE GOUVERNÉS, ILS N'ASPIRENT PAS À DEVENIR GOUVERNANTS.

Ceux qui bernent le peuple en lui faisant miroiter leur avènement au pouvoir comme une victoire prolétarienne, salissent, calomnient les anarchistes. Pourquoi ?

Parce que les anarchistes n'ont d'autre ambition que la libération des esclaves, d'autre passion que celle de la vérité.

CAMARADES TRAVAILLEURS, apprenez à connaître les anarchistes, fréquentez leurs réunions, lisez « LE LIBERTAIRE », défenseur de tous les opprimés. Vous ne risquez pas, en venant à l'Union Anarchiste-Communiste-Révolutionnaire n'est pas un parti politique, c'est une association d'égaux ayant cette commune pensée de la nécessité d'une transformation sociale violente pour que soit possible l'émancipation individuelle.

A BAS LE PARLEMENTARISME POURRISEUR

VIVE L'ACTION DIRECTE DES TRAVAILLEURS

TOUJOURS D'ACTUALITÉ



AVANT L'ÉLECTION

— LE CANDIDAT. — Electeurs, je vous promets la lune, je vous la donnerai, je le jure...
— LES ÉLECTEURS. — Vive notre candidat, vive Tartempion, vive la lune !...

APRÈS L'ÉLECTION

— LES VOTARDS. — Tartempion ! Ta promesse, il nous faut la lune !
— L'ÉLU. — La lune ? Vous voulez la lune, eh ! bien, la voilà, bougre d'empailleux.

SEULS CONTRE TOUS

Ohé ! Ohé ! Approchez-vous bien près. Nous allons vous montrer un phénomène ! Encore plus près, et nous vous dirons ses qualités et ses mérites exceptionnels. Vous l'entendrez ensuite parler et vous constateriez combien grand est le munificence de Dame Nature envers ce spécimen rarissime de la perfection en le dotant de dons vocaux et pectoraux dont la puissance est inimaginable.

Cette merveille faite homme va, dans tous les domaines de l'activité humaine vous donner des aperçus que vous feriez comprendre que l'université peut quelquefois se manifester dans un être humain.

Finance, économie politique, agriculture, législation, travaux publics, chimie, urbanisme, marine, sociologie, philosophie, démographie, transports, politique extérieure ; bref, tout le mécanisme complexe qui fait la vie d'une nation et du monde, tous les problèmes enchevêtrés et qui vous paraissent difficiles à résoudre vous seront exposés d'une manière si simple que vous ne comprendrez pas qu'on n'ait fait appel plus tôt à cet homme de génie qui veut bien condescendre jusqu'à faire fi de ses intérêts particuliers pour se consacrer au Bien Public en représentant votre circonscription au Parlement, et même, si les circonstances s'y prêtent, au Gouvernement français.

Ohé ! Ohé ! Approchez-vous bien près, et vous constateriez que cet homme, en consentant à être votre député vous fait un honneur dont le prix ne peut s'évaluer... même à 45.000 francs par an.

Certes, d'autres baraganes similaires sollicitent votre attention. Ne vous en approchez pas ! Vous n'entendrez que mensonges et calomnies à l'égard de notre candidat.

On vous dira peut-être que pour connaître tout ce qui est nécessaire à la vie d'un pays, il faut y avoir consacré une grande partie de son existence et que notre phénomène, qui veut honorer le Peuple Souverain en le représentant n'a jamais travaillé de ses dix doigts. On vous dira peut-être encore que ceux qui vous ont représentés depuis soixante-dix ans n'ont jamais fait œuvre utile, que le Parlement n'est qu'un antre de corruption. Certes ! Les pots-de-vins, les combines de couloirs, les multiples attraites qu'une camarilla offre aux députés pour que ceux-ci ne pensent aux électeurs qu'aux moments angoureux de la période électorale, tous ces moyens de perversion dont use la pyramide et la grande industrie pour soudoyer les parlementaires font que le Parlement est un lieu dangereux à fréquenter pour qui n'est pas armé de la cuirasse de l'honnêteté pure. Mais notre candidat possède une intégrité qui le rend invulnérable aux attaques de l'ennemi (le Peuple de la Science et du Commerce).

Ohé ! Ohé ! Venez contempler un instant notre phénomène, puis ensuite rentrez chez vous et attendez le 22 avril, date où vous exercerez votre Souveraineté en déposant dans l'urne rédemptrice un bulletin au nom de notre cher Auguste Tartempion !

Entrez ! Entrez ! On ne paie qu'un bout de l'année en réglant la feuille bleue du percepteur.

.....En écoutant les boniments électoraux, on attend, en final, le « En arrière les gosses et les bonnes d'enfants ! »

Seulement on l'attend en vain... parce qu'on s'adresse à de grands gosses, les électeurs, à qui l'on veut donner des bonnes d'enfants : des députés.

Qu'ils soient d'extrême droite, du centre, de la gauche ou de l'extrême-gauche ; qu'ils se réclament d'un monarque, d'un dictateur, de la République, du peuple souverain ou du prolétariat, tous ceux qui, pendant ce mois d'avril, vont quémander les suffrages des hommes encore assez naïfs (soyons polis !) pour être électeurs, tous les polichinelles, de quelque couleur soient-ils parés, dont une puissance occulte tient les ficelles ; tous ceux-là vivent dans l'unique espérance de décrocher la timbale électorale et de participer au partage de l'Assiette au Beurre.

Pas un seul de tous ceux-là qui font entendre un concert laudatif à l'égard des « citoyens » ou « camarades », pas un seul de ces batteurs d'estrade qui font une concurrence déloyale aux forains et aux saltimbanques, pas un seul n'est sincère, pas un seul n'est désintéressé, pas un seul n'a d'autre ambition que celle d'être un parlementaire à qui toutes sortes d'horizons malpropres ouvrent la voie de l'aisance, sinon de la richesse.

Royalistes, plébiscitaires, républicains modérés, unionistes, radicaux, socialistes ou communistes — tous veulent participer à la curée — tels les corbeaux qui se disputent pour se partager la dépouille d'un mourant.

Écoutez-les parler, promettre, s'indigner, toute cette colère, cette phraséologie, ces promesses sont des appâts avec lesquels ils attirent les égarés que sont les électeurs. Tous veulent faire peser sur le Peuple leur autorité (source de prébendes).

Seuls, contre tous ces sinistres farceurs, contre tous ces saltimbanques en mal d'autorité, se dressent vigilement les anarchistes.

Seuls ils disent au Peuple de délaïsser les urnes et de ne pas attendre la libération d'un geste aussi banal qu'inutile : le dépôt d'un bulletin de vote dans l'urne.

Seuls, ils vont démasquer les charlatans de la Politique, sans arrière-pensée, sans intérêt préconçu : parce que seuls ils ne demandent rien pour eux.

Seuls, ils savent dire au peuple ses vérités — quelquefois pénibles — et comme à entendre : seuls ils ne le flattent pas ; seuls ils lui disent : Ton bonheur est en toi, ET EN TOI SEUL. Ce n'est que par la force salvatrice de la révolte que tu arracheras les droits à ceux (de quelque nom qu'ils se parent pour te dupier) qui ne rêvent que vivre à tes dépens — aux dépens de ton bonheur matériel, moral et de ta liberté.

C'est pourquoi, dans tous les pays, et quels que soient les partis au Pouvoir, les anarchistes sont traqués, emprisonnés, exilés, calomniés par la presse pourrie qui, de droite à l'extrême-gauche, ne maintient son existence quotidienne qu'avec les subsides que lui fournissent les trusts financiers ou politiques internationaux.

Seuls contre tous ! Tels sont les anarchistes — et c'est ce qui fait leur fierté — parce que seuls ils démasquent les forbanes de la politique et ils clament à tous vents leur désir d'émancipation intégrale.

Seuls contre tous ! Parce que seuls ils dénoncent l'autorité comme étant la source de tous les maux dont le peuple souffre.

Seuls ils veulent libérer la classe ouvrière contre tous les politiciens.

Contre toutes les religions, contre tous les

autoritaires, contre tous les maîtres et contre tous ceux qui veulent le devenir.

Ouvrier, dupé et trahi par tous les véritables ennemis : les gouvernants ou aspirants gouvernants, n'écoutez pas les boniments des coquins qui veulent votre vote pour te mieux pouvoir exploiter ensuite.

Viens avec les anarchistes, délaïsses les urnes et la politique, viens partager fraternellement nos efforts en vue de notre commune libération. Chez nous tu y apprendras à haïr les fourbes, les pleutres et les autoritaires. Tu y apprendras à aimer la Liberté et à pratiquer la Fraternité.

Le 22 avril, va donc te promener à la campagne ; tu y empliras tes poumons d'air pur ; laisse les gosses accomplir rituellement leur geste de domestication.

Et le soir de ce 22 avril, en rentrant chez toi, sois heureux de n'avoir pas concouru à l'entretien de ton esclavage et prends la ferme résolution de dépenser tous les efforts pour que cesse au plus tôt l'exploitation de la crédule publique par une bande d'aristocrates aussi mal intentionnés les uns que les autres.

Viens avec nous, dans nos groupements ; et tu feras partie de ceux qui sont seuls à vouloir le bien-être et la liberté et qui sont contre tous les maîtres ainsi que contre tous leurs domestiques.

UN PARIA.

DANS LES BAGNES MILITAIRES

L'épouvantable martyre d'un soldat

L'affaire Verbeke

Nos « honorables » ont quitté le Palais-Bourbon sans daigner jeter un regard de compassion vers les malheureux qui croupissent dans les goles infectes du cruel militarisme. Continuons notre requête et parmi toutes ces misères, dans le fouillis de toutes ces infamies, signalons aujourd'hui celle que nous considérons comme la plus douloureuse et comme la plus ignoble : la condamnation en vertu de l'article 221 du Code de Justice Militaire.

Laissons parler les faits et citons les conséquences du plus significatif d'entre tous, celui dont le *Combat*, du Nord et *Le Libérateur*, en 1914, puis par la suite le *Camion de Défense Sociale* ont eu à s'occuper : le cas du soldat rouennais (Bernard Verbeke).

Incorporé en 1907 à Valenciennes, Verbeke passe une première fois en Camp de guerre à Lille pour désertion, fut condamné à un an de prison, peine qu'il accomplit au pénitencier militaire de *Fort Gassion à Aire-sur-la-Lys*. En 1909, quand C. de G. Lille pour les coges de Roubaix ; cinq ans de travaux publics. Envoyé en Afrique à l'atelier de travaux publics de *Bougie*, il eut à subir en mai 1911 une peine de cellule de correction. Le 30 mai, le chouchou Bresson entre dans sa cellule et le houspille. Verbeke lui jette sa gamelle qui se vide du contenu d'eau et retombe du tac au tac. Mis aux fers et par surcroît en prévention, notre garçon du Pile, à l'air altier et au cœur généreux fut condamné par le Conseil de guerre de Constantine en septembre 1911 à 20 ans de travaux forcés pour voies de fait à l'occasion du service et avec préméditation.

Transporté aux îles du Salut, il refuse d'être le jouet des gardes-chiourmes, se rebelle, participe à une révolte collective à l'île Royale. A l'occasion de ce dernier délit qui lui valut trois ans de plus, un plémittif défenseur de l'administration pénitentiaire invoque la théorie du farceur Lombroso pour appeler notre révolte : un CRIMINEL NÉ.

Interné aux îles jusqu'en 1918. Envoyé en 1919 sur la grande terre, au camp de Saint-Laurent du Maroni. S'évade vers 1920. Pendant onze jours vogue dans une coquille de noix sur l'Océan. Riz immanquable, barque inondée, en guise de boisson, son urine. Echoue sur le territoire de la Guyane anglaise. Demande du secours par correspondance, argent, parvenu trop tard, ramené au bagne. S'évade de nouveau et après des difficultés inouïes, se nourrit de racines et dans le dénuement le plus complet parvient à gagner le Venezuela. Reste trois ans sans donner aucunes nouvelles puis un beau jour fait parvenir une meche de cheveux toute blanche... Depuis cette époque, la pitoyable victime de l'incompréhension des galonnés erre entre la Cordillère de Mérida et les rives du rio Negro.

Les vingt et une années de misère endurées par cet homme courageux n'ont pu amoindrir les coeurs racornés des faiseurs de loi. N'a encore été ni grâcié, ni amnistié.

Pour la mère du pauvre Verbeke (une humble ouvrière du textile) et pour toutes les mères qui ont un gosse dans les pénitenciers militaires, pour les pauvres mères des *Le Gac*, des *Lemaire*, des *Carpenier*, des *Rispail*, les souffrances des chouchous de Ben-Amri ; pour celles qui ont engendré dans les trames les assassins de Rouenda ; Blaise, Tavernier, Mancini ; pour celle du pauvre Noiraud Dufresnoy, une action virile doit s'exercer.

Ce n'est pas en se ruant aux urnes qu'on parviendra à un résultat positif, tangible. Il faut renverser ces boîtes de prestidigitateurs qui ont sur celle de Pandore l'infirmité de n'avoir pas au fond : l'Espérance.

Parmi tous les moyens que nous devons employer pour conquérir de haute lutte un peu plus de justice, il en est un qui ne faut pas omettre : c'est le refus de payer les Impôts votés par ces gosses insalubres.

Exploités, miséreux, il est de toute urgence que vous participiez à notre action combative.

Il faut donner à la propagande anarchiste révolutionnaire la place prépondérante qui lui revient de droit dans la lutte sociale.

A bas les gouvernants et dictateurs de tout acabit !...

Libérons les victimes des codes monstres !...

Amnistie ! Amnistie !

Hoché MEURANT.

VOTER EST INUTILE Le Gouvernement Représentatif

« La Société dévore ses membres et se nourrit de sa propre chair. (P.-J. Proudhon). »

Traçons à grands traits le bilan de la dernière législature : il est toujours bien, avant d'approuver ou de condamner certaines pratiques, de les examiner et de comparer les résultats obtenus avec les promesses faites.

La chambre actuelle, dont la majorité fut élue sur un programme précis de réformes sociales, entre justement dans le cas qui nous intéresse. Ces députés de gauche, socialistes et radicaux-socialistes, devaient, entre autres choses, donner : une amnistie générale, supprimer les bagnes, les conseils de guerre, faire redresser une amnistie générale, faire redresser la dette, jurer les hommes d'argent et établir une fiscalité équitable... Que n'ont-ils encore promis ! A l'entendre, leur cœur était loyal et pur, leur volonté irréductible et leurs intentions meilleures encore.

C'étaient les promesses. Or, si nous faisons le bilan, nous voyons : Amnistie... néant, au contraire, la répression s'est accrue, et la liberté d'expression diminuée plus encore par des lois nouvelles ; réformes sociales... invisibles ; lutte contre les profits... n'y a-t-il pas eu pour eux une amnistie spéciale ? afin de libérer ceux qui avaient été condamnés par erreur.

Il y a quelques réalisations. L'on nous avait promis la paix... jamais notre impérialisme n'eût été tant affirmé ; quant à une fiscalité démocratique, nous avons vu dans les statistiques récentes que le fruit de l'impôt indirect qui est l'impôt sur la masse contributive (qui est, en outre, privée de tout bien), rend environ près du triple d'il y a cinq ans. Nous avons vu aussi, lors de cette législature, sous l'œil lucide des politiciens, la campagne de la ploutocratie pour avilir notre monnaie, dans le but de jeter la panique, afin de faire revenir au pouvoir une réaction non déguisée : leur fameux bloc national ; le bloc des propriétaires. Chacun, en outre, a pu constater l'impuissance du Parlement lors de la crise de chômage de l'an passé. Nous pourrions formuler bien d'autres griefs ; la loi militaire, le péril religieux, car, sous le cartel, les congrégations sont rentrées, etc., etc.

La démocratie s'est montrée impuissante par son action vaine et illusoire, comme elle n'eût pu être jamais l'occasion de l'être ; obligée d'avoir recours à l'emprunt, aux finances des particuliers pour équilibrer son budget, elle est sous la coupe de ses créanciers, elle ne commande plus, elle subit. Au lieu de prendre son dû, elle a tendu la main. L'Etat en meurt, aussi ne nous étonnons point que les actionnaires des grosses firmes industrielles et commerciales aient plus d'influence sur l'économie du pays que les représentants du peuple souverain.

Autre aspect de la question. La politique de complaisance de l'Etat à l'égard d'une certaine catégorie de citoyens a tué le monde à une tension telle que la guerre apparaît comme une conséquence fatale de son développement.

Pendant qu'à Locarno les nouilles et les grenouilles parlent désarmement, Droit, Justice et passionnément avec des théories sans consistance l'opinion de tous les Français moyens, les capitaines d'industrie font construire des super-bateaux, des sous-marins, des avions, fabriquent des gaz et autres instruments de civilisation, les hommes d'argent des Etats-Unis s'emparent du Venezuela. Pour prix de son silence complice, la France à les mains libres au Maroc, en Syrie, où elle va chercher le cuivre, le nickel et le pétrole qui lui manquent ; l'Angleterre a été appuyée en Chine par les peuples civilisés, et l'Italie, qui est presque une colonie américaine, est autorisée à avoir des visées en Hongrie et au Yougoslavie. Ne cherchez pas la Justice, qui était un des principes essentiels, de toute forme étatique démocratique et des Liges des droits de l'homme. Dans notre époque de matérialisme grossier, seules comptent la force et la volonté des potentats : banquiers et truistes.

Nous considérons le rôle historique de l'Etat comme terminé. Les faits sont là qui parlent plus fort que les boniments des politiciens. L'Etat démocratique est mort. Il est mort parce qu'il est trop pauvre quand des particuliers sont trop riches et qu'on ne parle pas en maître aux gens à qui l'on a reconnu de lourdes dettes. D'ailleurs, il n'est pas le guide qui prétend être ; il n'est qu'un rouage administratif, un instrument de gouvernement aux mains d'une minorité.

L'Etat-légitime, l'Etat-providence a terminé son rôle historique ; l'expérience fut concluante ; avec lui furent promues la justice et l'équité ; gouverner est devenu une industrie où opèrent les aristocrates qui profitent des droits régaliers que confère l'action de gouverner. Ils profitent du pouvoir pour faire à leurs affaires. Là où il faudrait des sociologues pour organiser, hors du pouvoir et de l'autorité, on trouve des épicuriens qui veulent dominer et légiférer en toutes choses.

Au lieu d'apporter le bonheur, l'Etat a donné la servitude, et dans la voie où il est engagé, nous allons vers l'écrasement de l'individu et la triomphe de la police. Pour subsister, la société a besoin d'un contrôle plus étroit de ses membres, et, par conséquent, d'un développement toujours progressif de la police. Il est loisible à chacun de jeter un coup d'œil sur l'organisation des trente dernières années et de constater que la société a progressé dans l'arbitraire, même les sociétés qui essaient de sortir des vieux cadres y retombent. C'est que pas un seul pays ne veut tenter l'établissement d'un ordre dépendant seulement du Travail en traitant comme des malfaiteurs les parasites propriétaires. Les communistes, eux aussi, sont tombés dans cette erreur, et en voulant faire le bonheur du peuple par l'Etat en soumettant à une vérité, et par la force de leur police, le monde des travailleurs, ils tomberont — que dis-je, ils sont tombés — dans les erreurs de tout régime propriétaire. Mais ces erreurs portent en elles des enseignements, elles posent sans le vouloir le problème d'une organisation à créer, car il n'existe plus dans le monde que des dictatures plus ou moins déguisées ; l'Etat est une forme sociale mauvaise, car il nous y a conduit, il est l'organisation de l'exploitation de l'homme la plus parfaite ; son histoire, disait Clemenceau, est toute de sang.

Il ne peut plus y avoir aujourd'hui à choisir qu'entre deux formes sociales. L'une se réalise aux Etats-Unis. C'est la dictature des capitaines d'industrie, dont l'individualisme féroce nous acculera à la guerre après avoir créé sur son propre territoire une misère atroce à l'état endémique. Cette forme-là a l'approbation des réactionnaires de tous les pays ; elle consiste à affamer périodiquement la masse des ouvriers-manneuvres pour les soumettre et à donner aux professionnels un certain bien-être pour faire illusion et laisser croire à un certain degré de civilisation. La nuisance d'un ordre pareil n'est pas à démontrer. Il nous conduit directement à la barbarie.

L'autre méthode ignore encore l'expérience. Mais elle réside dans la coopération, dans le fédéralisme ; hors de toute forme propriétaire, elle cherche sa loi expérimentale pour la satisfaction toujours plus grande des besoins. Cet ordre existe dans les œuvres de nos précurseurs libertaires ; il a trouvé sa loi scientifique dans les Proudhon, les Kropotkine, les Reclus et sa loi morale dans les Reclus, les Guyau et d'autres aussi illustres.

L'esquisse scientifique en est d'ailleurs jetée actuellement ; l'idée de la division du travail n'est pas d'aujourd'hui. Proudhon, dans ses *Contradictions économiques*, en avait noté toute la valeur, ce qui manque à notre époque, ce n'est pas cela : c'est la Morale. Et ce n'est pas l'Etat qui donnera l'exemple, car il ne fait que tolérer et étaler : jouissance, hypocrisie, cupidité, immoralité.

Ce n'est donc pas en allant nommer des maîtres nouveaux que le peuple fera son bonheur. Qu'il s'organise, qu'il s'éduque, qu'il fasse de l'Union des travailleurs une réalité vivante s'il veut un jour réaliser la cité du travail, afin de vivre sagement dans la paix et la liberté.

BERNARD ANDRE.

DANS L'HORREUR DES PRISONS

A la Centrale de Loos-les-Lille

Le panier à salade qui vous conduit directement ou indirectement par toutes les maisons d'arrêt et de justice de France pour parvenir à cette Bastille républicaine, vous offre un avant-goût des douceurs qui vous attendent dans ce lieu béni des gupéousistes démocrates.

Le chef de convoi de cette voiture du ministère de l'Intérieur porte le titre de fondé de pouvoir et ce pouvoir fondé sur la puissance de sa maltraite et de son revolver, vous oblige à la seule attitude raisonnable : ne pas l'ouvrir, poser votre chique et faire le mort.

A Loos-Terminus, vous êtes déjà quelque peu apprivoisé. Malheur à vous s'il en était autrement. Le doubleur de cette maison centrale de force, autrement dit le gardien-chef, traite les pauvres déclassés qu'il a sous sa coupe, comme le chouchou : la panthère du désert ; dans les bagues d'Afrique. En allant faire sa ronde au quartier cellulaire, le doubleur a communément l'habitude de faire un speech aux punis : « Vous êtes ici pour plier comme un roseau, si vous ne voulez pas plier on vous casse ! ». Moi, ici, j'ai le droit et le pouvoir « de vous faire crever au quartier cellulaire... » Et il agit comme il le déclare.

Il est aidé en cela par une catégorie d'individus beaucoup plus abjects que les fonctionnaires syndiqués ou non de l'administration pénitentiaire : Nous voulons parler de ceux qui s'enrichissent de la sueur des prisonniers : les fournisseurs et mandataires des maisons de force. A l'atelier des chaises, il y a le dénommé Thiflet, entrepreneur de la maison Ferrari (chaises, étagères et tissage). Ce Thénardier à longues oreilles qui porte le sobriquet de *Père Lachaise* se permet de « lancer des éléments aux détenus ».

« Ici, si vous ne travaillez pas, c'est le cimetière qui vous attend... »

Pour refus de travail, 30 jours de cachot cellulaire. En bas, au quartier des punis, il y a le prénot mouchard et fort à bras qui vous attend pour vous passer à tabac. Ce triste spécimen de la crapule sans cœur assiste les geoliers dans leur œuvre de moralisation et de relèvement des détenus. Un nègre de l'atelier des chaises, par suite d'une bagarre de juillet dernier fut descendu en cellule pour 90 jours. A sa sortie de cellule, fut déclassé de l'atelier des chaises et mis aux chaînes. Se fit porter malade. Non reconnu. Mort quelques jours plus tard, en novembre.

M. le docteur Jacquemart d'Haubourdin, un érudit de Loos-Saint-Bernard qui soignait ses malades à grand renfort d'axiomes et de préceptes moralisateurs, est un curieux mélange hermaphrodite de géolier-thérapeute. Le petit ducroux Boret agonisait aux étagères. Il se maigrit les genoux, monta trois jours à la visite sans résultat. Reconnu le quatrième, joujennement l'envoie à l'isolement, dans une cellule sans feu et sans nourriture suffisante. Aux bout de 6 jours, le toubib voulut bien lui charcuter les genoux, mais, hélas ! il était trop tard, la gangrène avait pénétré la plaie. Mort en novembre également.

Ce ne sont là que faits isolés, trop communs pour émouvoir. Le plus terrible, c'est la féroce agonie que traitent les pauvres tuberculeux. M. Hudelo, préfet du Nord, qui présida la farce du timbre antibubérique, ferait bien de s'intéresser aux médicaments de l'infirmerie et qu'il s'assure par lui-même si ces médicaments arrivent à leur destination.

Les tuberculeux de Loos, sont condamnés à mort, c'est normal, légal et digne de la civilisation bourgeoise. Mais quand on connaît les ravages de ce fléau et la rapidité de la propagation de cette épidémie contagieuse, on ne peut qu'être effrayé jusqu'à l'épouvante à la pensée que des êtres chers habitent ces lieux de démence, de crimes et de sadisme.

L'hygiène est une vertu qui se traite par le jeûne, le froid glacial et l'exercice des salles de discipline. Quant au linge de la maison, essoré rapidement après avoir passé dans de vastes écluses, dans un mélange méphistophélique de taches syphilitiques et de chancres indurés parmi le bouillonnement des pestilences et des sanies, c'est à peine si vous pouvez en toucher régulièrement toutes les trois semaines.

La technique républicaine et le gupéousisme démocratique ne diffèrent de la répression fasciste que par une hypocrisie conventionnelle et par l'apparence d'un vernis légalitaire.

Mais c'est toujours la meule qui broie la pauvre chair pantelante des enfants du malheur et des engendrés du pays d'inconscience.

Aux urnes, citoyens !... Votez bleu, vert, blanc, rouge ou multicolore... Mais n'oubliez pas de faire votre devoir, tout votre devoir.

Le percepteur vous attend, il n'est jamais rassasié. Il fait remplir l'assiette des impôts, cette belle assiette au beurre que vous n'avez pas le courage de casser sur les gueules des affameurs, des trafiquants et des politiciens. Il faut de l'argent pour entretenir policiers, magistrats, bourgeoises, geoliers, garde-chiourmes et chaouchs. N'oubliez pas de passer à la caisse... Payez !...

Mais pour que le Devoir soit complet, brave votant ! ce soir d'élection présidentielle, tu te rapporcheras de la conjointe et tu nous fabriqueras légalement et démocratiquement un de ces beaux gars joufflus qu'on enverra crever dans une maison centrale, à la recluse, au bagne ou à la relégation.

L'équipe « Germinal », des repris de justice dangereux.

Vers la fin du siècle passé, le peuple français renversait la monarchie, et le dernier des rois absolus exploitait sur l'échafaud ses crimes et ceux de ses précedecurs.

Il semblait que précisément à cette époque, lorsque tout ce que la Révolution fit de bon, de grand, de durable, fut accompli par l'initiative et l'énergie des individus ou des groupes, et grâce à la désorganisation et à la faiblesse du gouvernement central, il semblait, dis-je, qu'à cette époque le peuple ne chercherait pas à rentrer sous le joug d'un pouvoir nouveau, basé sur les mêmes principes que l'ancien, et d'autant plus fort qu'il ne serait pas rongé par les vices du pouvoir déchu.

Loin de là. Sous l'influence de préjugés gouvernementaux et se laissant tromper par l'apparence de liberté et de bien-être que donnaient — disant-on — les constitutions anglaises et américaines, le peuple français s'empressa de se donner une constitution, puis des constitutions, qu'il changea souvent, qu'il varia à l'infini dans les détails, mais qui toutes furent basées sur ce principe : le gouvernement représentatif. Monarchie ou République, peu importe ! le peuple ne se gouverne pas lui-même ; il est gouverné par des représentants plus ou moins bien choisis. Il proclama sa souveraineté, mais s'empressa de l'abandonner. Il élira, tant bien que mal, des députés qu'il surveillera ou ne surveillera pas, et ce seront ces députés qui se chargeront de régler l'immense diversité des intérêts entremêlés, des relations humaines si compliquées dans leur ensemble, sur toute la surface de la France !

Plus tard, tous les pays de l'Europe continentale font la même évolution. Tous renversent l'un après l'autre leurs monarchies absolues, et tous se lancent dans la voie du parlementarisme. Il n'y a pas jusqu'aux despotismes de l'Orient qui ne suivent la même route : la Bulgarie, la Turquie, la Serbie s'essayaient au régime constitutionnel, en Russie même on cherche à secouer le joug d'un camarilla pour le remplacer par le joug tempéré d'une assemblée de délégués.

Et qui pis est, la France, inaugurant de nouvelles voies, retombe cependant toujours dans les mêmes errements. Le peuple, dégoûté par une triste expérience de la monarchie constitutionnelle, la renverse-t-il un jour, il s'empresse le lendemain de rééditer une assemblée dont il ne change que le nom et lui confie le soin de le gouverner... quitte à le vendre à un brigand qui appellera l'invasion de l'étranger sur les plaines fertiles de la France.

Vingt ans plus tard, il retombe encore dans la même faute. Voyant la ville de Paris libre, désertée par la troupe et les pouvoirs, ils ne cherchent pas à expérimenter une nouvelle forme qui faciliterait l'établissement d'un nouveau régime économique. Heureux d'avoir changé le mot d'Empire en celui de République et celui-ci en Commune, il s'empresse d'appliquer encore une fois au sein de la Commune, le système représentatif. Il falsifie l'idée nouvelle par l'héritage vermineux du passé. Il abdique sa propre initiative entre les mains d'une assemblée de gens élus plus ou moins au hasard et il leur confie le soin de cette réorganisation complète des relations humaines qui, seule, eût pu donner à la Commune la force et la vie.

Les constitutions périodiquement déchirées en lambeaux s'envolent comme des feuilles mortes entraînées dans la rivière par un vent d'automne ! N'importe, on revient toujours à ses premières amours ; la seizième Constitution déchirée, on en refait une dix-septième !

Enfin, même en théorie, nous voyons des réformateurs qui, en matière économique, ne s'arrêtent pas devant un remaniement complet des formes existantes, qui se proposent de bouleverser de fond en comble la production et l'échange et d'abolir le régime capitaliste. Mais dès qu'il s'agit d'exposer — en théorie, bien entendu — leur idéal politique, ils n'osent pas toucher au système représentatif ; sous forme d'Etat ouvrier ou de Commune libre, ils cherchent toujours à conserver, coûte que coûte, ce gouvernement par procuration. Tout un peuple, toute une race tiennent encore avec acharnement à ce système.

Heureusement, le jour se fait sur ce sujet. Le gouvernement représentatif n'est pas appliqué uniquement en des pays qu'auraient nous connaissances à peine. Il fonctionne ou a fonctionné sur la grande arène de l'Europe occidentale, dans toutes ses variétés, sous toutes les formes possibles, depuis la monarchie tempérée jusqu'à la Commune révolutionnaire ; et l'on s'aperçoit que, reçu avec de grandes espérances, partout il est devenu un simple instrument d'intrigues, d'enrichissement personnel, ou d'entraves à l'initiative populaire et au développement ultérieur.

On s'aperçoit que la religion de la représentation a la même valeur que celles des supériorités naturelles et des personnages royaux. Plus que cela, on commence à comprendre que les vices du gouvernement représentatif ne dépendent pas seulement des inégalités sociales : qu'appliqués dans un milieu où tous les hommes auraient un droit égal au capital et au travail, il produirait les mêmes résultats funestes. On ne peut aisément prévoir le jour où cette institution, née, selon l'heureuse expression de J.-S. Mill, du désir de se garantir contre le bec et les griffes du roi des vautours, cédera la place à une organisation politique née des véritables besoins de l'humanité et de cette conception que la meilleure manière d'être libre, c'est de ne pas être représenté, de ne pas abandonner les choses, toutes les choses, à la Providence ou à des élus, mais de les faire soi-même.

Seulement en cela aux despotes, le gouvernement représentatif — qu'il s'appelle Parlement, Convention, Conseil de la Commune, ou qu'il se donne tout autre titre plus ou moins saugrenu, qu'il soit nommé par les élus d'un Bonaparte ou archi-librement élu par une ville insurgée — le gouvernement représentatif cherchera toujours à étendre sa législation, à renforcer toujours le pouvoir en s'ingérant dans toute chose, en tuant l'initiative de l'individu et du groupe pour le suppléer par la loi. Sa tendance naturelle, inévitable, sera de prendre l'individu des son enfance, et de le mener de loi en loi, de menace en punition, du berceau au tombeau, sans jamais affranchir cette proie de sa haute surveillance. A-t-on jamais vu une assemblée élue se déclarer incompétente sur l'importance qu'il y a à se donner des gouvernants, et ce sera encore la même chose. On ne distribuera plus de gâteaux ; on distribuera l'adulation, le mensonge, et les pommes cuites resteront. Que

rer sur toutes les manifestations de l'activité humaine, s'immiscer jusque dans les moindres détails de la vie de « ses sujets » — c'est l'essence même de l'Etat, du gouvernement. Créer un gouvernement, constitutionnel ou non, c'est constituer une force qui fatalement cherchera à s'emparer de tout, à réglementer toutes les fonctions de la Société, sans reconnaître d'autre frein que celui que nous pourrions lui opposer de temps en temps par l'agitation ou l'insurrection. Le gouvernement parlementaire — il l'a assez prouvé — ne fait pas exception à la règle.

« La mission de l'Etat — nous a-t-on dit pour mieux nous aveugler — c'est de protéger le faible contre le fort, le pauvre contre le riche, les classes laborieuses contre les classes privilégiées. » Nous savons comment les gouvernements se sont acquittés de cette mission : ils l'ont comprise à rebours. Fidèle à son origine, le gouvernement a toujours été le protecteur du privilège contre ceux qui cherchaient à s'en affranchir. Le gouvernement représentatif en particulier a organisé la défense, avec la connivence du peuple, de tous les privilèges de la bourgeoisie commerçante et industrielle contre l'aristocratie d'une part, contre les exploités de l'autre — modeste, polie, bien élevée envers les uns, féroce contre les autres. C'est pourquoi la moindre des lois protectrices du travail, si anodine qu'elle soit, ne peut être arrachée à un parlement que par l'agitation insurrectionnelle. Qu'on se souvienne seulement des luttes qu'il a fallu soutenir, de l'agitation à laquelle il a fallu livrer, pour obtenir des parlements anglais, du Conseil fédéral suisse, des Chambres françaises, quelques méchantes lois sur la limitation des heures de travail. Les premières de ce genre, votées en Angleterre, ne furent extorquées qu'en mettant des barils de poudre sous les machines.

D'ailleurs, dans le pays où l'aristocratie n'a pas encore été débouffée par une révolution, seigneurs et bourgeois s'entendent à merveille. « Tu me reconnaitras, seigneur, le droit de légiférer, et moi, je monterai la garde autour de ton château », dit le bourgeois, et il monte cette garde, tant qu'il ne se sent pas menacé.

Il a fallu quarante ans d'une agitation qui, par moments, mettait le feu aux campagnes, pour décider le Parlement anglais à garantir au fermier le bénéfice des améliorations, par lui faites sur la terre qu'il tient à bail. Quant à la fameuse loi qui agréea votée pour l'Irlande, il a fallu — Gladstone l'avouait lui-même — que le pays se mit en insurrection générale, qu'il refusât carrément de payer les rentes et de se défendre contre les évictions par le « boycott », les incendies, les exécutions des lords, avant de forcer la bourgeoisie à voter cette méchante loi qui fait mine de protéger le pays affamé contre les lords affameurs.

Mais s'il s'agit de protéger les intérêts du capitaliste, menacés par l'insurrection ou même par l'agitation, oh ! alors, le gouvernement représentatif, organe de domination du capital, devient féroce. Il frappe, et il le fait avec plus de sûreté, plus de lâcheté que n'importe quel despote. La loi contre les socialistes en Allemagne vaut l'Edit de Nantes ; et jamais Catherine II après la jacquerie de Pougatchoff, ni Louis XVI après la guerre des farines, ne firent preuve d'autant de férocity que ces deux « assemblées nationales » de 1848 et de 1871, dont les membres criaient : « *Tuez les rouges, les rouges et les louveteaux* ! » et à l'unanimité, moins une voix, félicitaient de leurs massacres les soldats ivres de sang !

La bête aux six cent têtes a su surpasser les Louis XI et les Jean IV.

Les vices des assemblées représentatives ne nous étonneront pas, en effet, si nous réfléchissons, un moment seulement, sur la manière dont elles se recrutent et dont elles fonctionnent.

Faut-il que je fasse ici le tableau, si écœurant, si profondément répugnant, et que nous connaissions tous — le tableau des élections ? Dans la bourgeoisie anglaise et dans la démocratie Suisse, en France comme aux Etats-Unis, en Allemagne comme dans la République Argentine, cette triste comédie n'est-elle pas partout la même ?

Faut-il raconter comment les agents et les comités électoraux « forgent », « enlèvent », « camassent » une élection (tout un argot de détrompeurs de poches), en semant à droite et à gauche des promesses, politiques dans les réunions, personnelles aux individus ; comment ils pénètrent dans les familles, flattant la mère, l'enfant, caressant au besoin le chien asthmatique ou le chat de « l'électeur » ?

Faut-il enfin donner ici les frais des élections ? Mais tous les journaux nous renseignent suffisamment à cet égard. Ou bien reproduire la liste des dépenses d'un agent électoral, sur laquelle figurent des gilets de mouton, des gilets de flanelle et de l'eau sédative, envoyés par le candidat compassant à « ces chers enfants » de ses électeurs. Faut-il rappeler aussi les frais de pommes cuites et d'œufs pourris, « pour confondre le parti adverse », qui pèsent sur les budgets électoraux aux Etats-Unis, comme les frais de placards calomnieux et de « manœuvres » de la dernière heure, qui jouent déjà un rôle si honorable dans nos élections européennes ?

Et quand le gouvernement intervient, avec ses « places », ses cent mille « places » offertes au plus offrant, ses chiffres qui portent le nom de « crachats », ses bureaux de tabac, sa haute protection promise aux lieux de jeu et de vice, sa presse châtée, ses mouchards, ses escrocs, ses juges et ses agents...

Non, assez ! Laissons cette boue, ne la remuons pas ! Bornons-nous simplement à poser cette question : Y a-t-il une seule passion humaine, la plus vile, la plus abjecte de toutes, qui ne soit pas mise en jeu un jour d'élection ? Fraude, calomnie, platitudes, hypocrisie, mensonge, toute la boue qui git au fond de la bête humaine — voilà le joli spectacle que nous offre un pays dès qu'il est lancé dans la période électorale.

C'est ainsi, et il ne peut pas en être autrement, tant qu'il y aura des élections pour se donner des maîtres. Ne mettez que des travailleurs en présence, rien que des égaux, qu'un beau jour se mettent en tête de se donner des gouvernants, et ce sera encore la même chose. On ne distribuera plus de gâteaux ; on distribuera l'adulation, le mensonge, et les pommes cuites resteront. Que

UN HOMME A SAUVER SIMON RADOWITZKY

Depuis de longues années, nos amis argentins mènent une agitation intense pour arracher du bagne l'anarchiste Simon Radowitzky.

Malgré cette campagne de longue haleine, les révolutionnaires argentins ne connaissent pas ou presque, le héros pour lequel ils doivent, sans plus tarder, se joindre à l'action internationale déjà entreprise par d'autres.

Il y a vingt ans que Radowitzky est dans les bagues de Patagonie. Aux confins de la terre de feu, dans cette Sibirie américaine, il se meurt lentement, sûrement. Et pourtant, malgré ses longues souffrances, les dures épreuves, le temps, malgré tout, rien n'a pu attaquer sa foi : il reste l'apôtre courageux qui osa imposer un ennemi du peuple.

Sa noble attitude, passée et présente, nous oblige à intervenir auprès du Gouvernement argentin pour le forcer, avant que les privations et la maladie n'aient accompli leur œuvre de mort, à libérer son prisonnier.

Mais il faut agir et agir vite, si nous voulons rendre à la vie pour quelque temps encore, celui qui fit à la cause révolutionnaire le sacrifice de sa liberté et de son existence.

Avant que les bureaux américains n'aient réalisé leur œuvre de mort, au fond de la Patagonie, Radowitzky doit apprendre que les travailleurs de partout se sont intéressés à son sort.

D'ailleurs, la lutte pour la libération de ce compagnon ne constitue pas seulement un acte de noble solidarité, c'est une phase digne, surtout en Argentine, entre la force travail et la force capital. Et, dans ces conditions, même en admettant le pire, nos efforts ne seront point perdus. Mais nous croyons qu'il suffit de beaucoup de bonne volonté pour faire de grandes choses, même avec de petits moyens.

Enfin, pour mieux pénétrer chacun de la nécessité urgente d'une prompt intervention, il est indispensable de parler de l'homme au secours duquel nous leur demandons de voler ; il faut le faire connaître, narrer les circonstances l'ayant déterminé à accomplir le geste vengeur pour lequel, depuis vingt ans, il expie au bagne. Alors, nos camarades, tous les camarades, fatigués ou non, ressentiront le besoin d'agir, car pour de tels hommes, les anarchistes sont toujours disposés à se dépenser sans compter.

Et rien, ni la crise qu'il traverse, ni sa faiblesse relative, ne doit empêcher le mouvement anarchiste français de faire en faveur de Radowitzky l'action urgente qui s'impose.

Les compagnons qui ont su réaliser de si grandes choses pour Ascaso, Durutti et Jover, à nouveau, comme l'an dernier, attaquer le Gouvernement argentin et lui forcer la main aux cris de : *Libérez Radowitzky !*

Et comme le Gouvernement en question sait ce que nous pouvons faire, en France, notre intervention ne sera pas négligeable. Mais parlons de Radowitzky, racontons son histoire.

LES ANTECEDENTS DU GESTE Le massacre de la place Lorea

Pour le vingtième anniversaire du crime de Chicago, la F. O. R. A. avait organisé de grandes manifestations dans toute la République Argentine. C'était le 1^{er} mai 1905. Le prolétariat de Buenos-Ayres était descendu en foule dans les rues, car il devait manifester aussi pour des revendications corporatives. Des meetings étaient organisés un peu partout. Soudain, des milliers de personnes décident de se rendre à la place Lorea. Arrivées là, elles furent accueillies à coups de fusils et de mitrailleurs ; huit morts et cent cinquante blessés restèrent sur le terrain.

Ce massacre avait été exécuté par les gardes placés sous les ordres du colonel Falcon, de sinistre mémoire. Ainsi cette pacifique manifestation des travailleurs, organisée par leur centrale syndicale, pour des fins nettement déterminées, finissait dans le sang des ouvriers, et déchaînait, par voie de répression, la plus terrible des répressions que l'Argentine ouvrière ait jamais connue.

Comme il arrive en pareil cas, une profonde indignation s'empara du peuple de la capitale. Des familles et d'amis étaient frappées dans leurs affections les plus vives pour qu'il en fût autrement. Cela donna naissance à un violent désir de vengeance. L'outrage, d'une façon ou d'une autre, devait être lavé. La colère populaire désignait le colonel Falcon. Des sanctions furent réclamées contre lui. Une commission d'enquête fut nommée. Mais elle alla à l'encontre de son but : elle couvrit le colonel, qui, soutenu par la haute bourgeoisie, conservait son poste de chef de la police locale. Ce nouveau geste de provocation déclancha la vengeance. Pour que le crime ne restât pas impuni et triomphant, un adolescent se leva : Simon Radowitzky.

Il avait alors 19 ans. L'angoisse et les souffrances de ses frères de misère semblaient s'être condensées dans son cœur, plein à éclater. Et bientôt, n'y tenant plus, le 14 novembre 1905, ce jeune héros lança dans la volture du colonel Falcon la bombe vengeresse qui lui donna la vie.

Ne pouvant fuir, Radowitzky son acte accompli, tenta de se suicider. Il ne réussit qu'à se blesser, fut arrêté et odieusement martyrisé, mais immédiatement, il revendiqua hautement la responsabilité entière de son acte.

Arrivé depuis peu de temps dans le pays, il était inconnu de la police. Il était également peu connu dans les milieux libertaires. C'était presque un nouveau venu à l'anarchisme, mais ce nouveau venu avait déjà fait ses preuves en Russie au cours de la révolution de 1905 pendant laquelle il fut sérieusement blessé. Et c'est après sa guérison et un séjour en Allemagne qu'il gagna l'Argentine où l'attendait un des plus douloureux calvaire que le sadisme des bourreaux puisse imaginer.

S. Férandel.

Il veut-on récolter de mieux quand on met aux enchères ses droits les plus sacrés ?

« Ce régime a fait son temps. Sa disparition est aussi inévitable aujourd'hui que le fut au temps jadis son apparition. Il correspond au règne de la bourgeoisie. C'est par ce régime que la bourgeoisie règne depuis un siècle, et il disparaîtra avec elle. Quant à nous, si nous voulons la Révolution Sociale, nous devons chercher le mode d'organisation politique qui correspondra au nouveau mode d'organisation économique.

Ce mode, d'ailleurs, est tracé d'avance. C'est la formation du simple au complexe, de groupes qui se constituent librement pour la satisfaction de tous les besoins multiples des individus dans la société.

L'avenir est au libre groupement des intéressés, et non pas à la centralisation gouvernementale, à la liberté et non pas à l'autorité.

PIERRE KROPOTKINE.

LA VIE DE L'UNION

Pour réaliser une force cohérente capable de lutter efficacement contre tous les politiciens

adhérez au group's de
L'UNION ANARCHISTE COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE

PARIS-BANLIEUE

3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 13^e et 14^e. — Pendant toute la durée de la campagne antiparlamentaire, réunion chaque soir, 10, rue de l'Arbalète, à 20 h. 30.

15^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, 85, rue Mademoiselle.

Jeunesse Anarchiste communiste. — Réunion tous les mardis, à 20 h. 30, 72, rue des Prairies. Appel est fait à tous les jeunes voulant s'éduquer et œuvrer effectivement pour l'émancipation des travailleurs.

17^e, 18^e, 19^e et 20^e. — Le vendredi, à 20 h. 30, 72, rue des Prairies.

Groupe régional de Drancy-Blanc-Mesnil-Bagny. — Pour les réunions, voir les convocations chaque semaine dans le « Libéraire ». Pour renseignements, s'adresser à Delobel, 2, rue André-Mary, à Bobigny (Seine).

Asnières-Grenelliers. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, 11, rue Jean-Jaures, à Asnières.

Groupe anarchiste régional de Villeneuve-St-Georges. — Le samedi, à 20 h. 30, Salle du Pont de Fer, à Villeneuve.

Groupe de Bezons. — Le samedi soir à 20 h. 30, à Argenteuil, maison du peuple, à Bezons, ancienne mairie.

Groupe Anarchiste Interlocal Bagnolet-Les-Lilas.

Au « Repos de la Montagne », 43, rue Hoche, Bagnolet.

Bourg-la-Reine : réunion dimanche à 10 h. 30 du matin, café du Centre, 80, Grande-Rue.

Antony, Arcueil, Val d'Yvette. — Réunion mensuelle à la campagne anti-électorale.

Groupe de Livry-Gargan. — Réunion tous les 3^e et 4^e samedis à 11 heures, 9, rue de Meaux.